
Règlement relatif à la procédure de recours de la Haute Ecole Spécialisée Kalaidos

Édicté par le Conseil de la Haute Ecole Spécialisée le 11 novembre 2021

Version: 4.0

Édition: 01.09.2025

I. Champ d'application

Art. 1

Le présent règlement détermine la procédure d'évaluation des examens de la Haute Ecole Spécialisée Kalaidos. On entend par examens toutes les formes que peuvent prendre la vérification de qualification.

Art. 2

Toutes les évaluations des examens devant être consignées sous une forme archivable peuvent faire l'objet d'un recours portant sur le contenu et sur la forme, toutes les autres évaluations ne peuvent quant à elles donner lieu qu'à un recours formel.

II. Communication et consultation de dossiers d'examen

Art. 3 Communication de la décision concernant l'évaluation des examens

Les responsables de cursus communiquent la décision concernant l'évaluation d'un examen par voie postale, par voie électronique ou par les deux moyens. La communication doit fournir des informations concernant les voies de recours. En cas d'envoi postal, seule la communication postale est déterminante. En cas d'envoi uniquement électronique, c'est la communication électronique qui est déterminante. L'envoi est également considéré comme électronique lorsque l'évaluation est mise à disposition sur une plateforme en ligne accessible aux étudiant(e)s et que les personnes concernées ont été informées de cet accès dans un e-mail séparé.

Art. 4 Consultation de dossiers

¹ Après l'envoi des décisions concernant les évaluations, une consultation des examens est organisée pour les examens écrits. Les personnes concernées peuvent alors consulter leurs propres dossiers d'examen. Les responsables de cursus déterminent le lieu, l'horaire exact ainsi que le déroulement de la consultation. Celle-ci se déroule au plus tard 15 jours après l'envoi des évaluations. Les étudiant(e)s peuvent demander une copie de leur dossier d'examen contre la somme de CHF 500.–

² Une fois le délai du recours passé (cf. art. 10), le droit de consulter et d'acquérir le dossier d'examen expire, tant pour les personnes contrôlées que pour les tiers mandatés par ces dernières.

Art. 5 Etapes du processus

Les étudiant(e)s ont la possibilité :

- a. de contester une décision (ch. III «Contestation») ou
- b. d'effectuer un recours (ch. IV «Procédure de recours»).

III. Contestation

Art. 6 Délai

Si l'étudiant(e) souhaite contester les décisions après consultation de l'examen (examens écrits) ou après communication concernant l'attestation de prestations (autres formes d'examen), il/elle doit le faire par écrit (par voie postale ou électronique) dans les 10 jours suivant l'octroi du droit de consulter ou la communication,

en veillant à justifier sa démarche. La contestation doit être transmise à la direction du cursus à l'attention de la commission de contrôle et de qualité compétente.

Art. 7 Motifs de contestation

L'évaluation des examens peut être contestée exclusivement sur la base de motifs portant sur la procédure et la forme. Seuls les motifs de contestation suivants sont valables (liste exhaustive):

- a. Non-respect de la durée d'examen indiquée ou indication erronée de l'heure de l'examen
- b. Perturbation importante du déroulement de l'examen
- c. Utilisation d'une mauvaise grille d'évaluation
- d. Calcul incorrect du nombre total de points
- e. Indications erronées figurant sur le retour concernant l'examen
- f. Correction incomplète de l'examen ou d'exercices partiels
- g. Indications erronées sur le plan de la forme et/ou du contenu figurant sur l'attestation de prestations

Art. 8 Décision de Constatation

La décision concernant les contestations revient à la Commission de contrôle et de qualité (CCQ). Elle communique sa réponse à la contestation par écrit à l'étudiant(e) dans les 14 jours suivant la réception de la contestation. Les motifs de contestation d. à g. peuvent être délégués à la direction des examens par la CCQ. La composition de la commission d'examen et de qualité est définie dans le règlement d'examen.

Art.9 Recours

Une décision de ne pas donner suite à la contestation peut donner lieu à une procédure de recours (ch. IV). Une procédure de recours est possible, même en cas de décision favorable relative à la contestation, lorsque d'autres motifs de recours admissibles sont avancés.

IV. Procédure de recours

Art. 10 Délai

¹ Les évaluations des examens peuvent être attaquées par voie de recours.

² Le recours doit être notifié à la direction Qualité et du développement universitaire dans les 30 jours par recommandé (voie postale). Le délai de recours débute dès la fin du jour de la publication des résultats d'examens ou, dans le cas d'une contestation précédente, 14 jours à partir du moment où la réponse concernant la contestation a été communiquée.

Art. 11 Forme

¹ Le recours doit revêtir la forme écrite et être signé. La lettre de recours doit faire état des conclusions et être motivée. Les éléments de preuve et documents nécessaires doivent être cités et joints à la procédure de recours.

² Si le recours ne satisfait pas à ces exigences de forme, la Division de la qualité et du développement universitaire accorde un délai supplémentaire de 10 jours maximum pour apporter les modifications nécessaires. Si les exigences de forme ne sont toujours pas respectées au terme de ce délai, le recours ne sera pas pris en considération.

Art. 12 Motifs de recours

Les évaluations contestées sont examinées au regard de leur recevabilité légale ou procédurale. Le grief d'inopportunité est exclu.

Art. 13 Commission de recours

¹ La procédure de recours relève de la compétence de la commission de recours, qui comprend trois membres. La commission de recours est composée du/de la responsable de la commission, d'un(e) expert(e) du domaine concerné et d'un(ee) spécialiste en méthodologie scientifique. Le/la responsable de la commission est un(e) juriste. Il/elle a une voix prépondérante. La commission de recours bénéficie d'un soutien administratif.

² La composition de la commission de recours est déterminée par la direction qualité & développement universitaire. Les membres de la commission de recours sont impartiaux, ils ne doivent notamment avoir participé d'aucune manière à l'organisation de l'examen qui fait l'objet de la contestation.

³ Le courrier de recours est envoyé aux collaborateurs et collaboratrices. Pour ce faire il est fixé un délai maximum de 30 jours.

⁴ La commission de recours statue sur le cas en toute indépendance. Elle n'est pas associée aux conclusions de la personne recourante ni à la prise de position des personnes impliquées dans la procédure.

⁵ La commission de recours délibère au plus tard trois mois après la réception du courrier de recours ou nouvelle réception du recours conformément à l'art. 11, al. 2. Il s'agit ici d'une disposition d'ordre.

⁶ Le/la responsable de la commission communique à la personne recourante la décision justifiée de la commission de recours par recommandé. Les motifs de la décision ne doivent pas obligatoirement être avancés si les demandes de la personne recourante sont entièrement satisfaites. La décision doit fournir des informations concernant les voies de recours.

⁷ L'organisation et la procédure de la commission de recours peuvent être précisées dans une directive du Conseil des hautes écoles spécialisées.

Art. 13 Frais et avance de frais

¹ Les frais relatifs à la procédure devant la commission de recours s'élèvent à CHF 500.—. Ce montant ne s'applique pas si la somme de CHF 500.— a déjà été payée pour la copie du dossier d'examen.

² La personne recourante doit avancer les frais après avoir formé le recours. Après réception du recours, la division de la qualité et du développement universitaire accorde à la personne recourante un délai de 10 jours pour verser l'avance. Si celle-ci ne verse pas l'avance, le recours ne sera pas pris en considération.

³ En cas de rejet total du recours, la personne recourante devra assumer l'ensemble des frais. En cas de recours partiellement admis, les frais avancés par la personne recourante sont remboursés à 50%. En cas de recours entièrement admis, la totalité des frais avancés par la personne recourante est remboursée. Dans tous les cas, la personne recourante doit supporter elle-même les dépenses.

V. Procédure de recours en appel auprès du Conseil de la Haute Ecole Spécialisée

Art. 14 Délai

¹ Les décisions de la commission de recours concernant les recours sur les évaluations d'examens peuvent être contestées auprès du Conseil des hautes écoles spécialisées (CHES) par voie de recours en appel.

² Le recours en appel doit être formé et envoyé dans un délai de 30 jours auprès du Conseil de la Haute Ecole Spécialisée (Kalaidos Fachhochschule, Jungholzstrasse 43, 8050 Zurich). Le délai d'appel court dès la fin du jour où la décision de la commission de recours a été portée à la connaissance de la personne recourante.

Art. 15 Forme et motifs de recours

Les dispositions de la procédure de recours (art. 11 et 12) s'appliquent par analogie à la forme et aux motifs.

Art. 16 Composition et procédure devant le Conseil de la Haute Ecole Spécialisée

¹ La procédure de recours relève de la compétence du comité de recours du Conseil de la Haute Ecole Spécialisée, qui comprend trois personnes. La composition du comité de recours est définie par le Conseil de la Haute Ecole Spécialisée. Celui-ci bénéficie d'un soutien administratif.

² Les membres du comité de recours ne doivent pas être impliqués à un autre poste dans le fonctionnement de la Haute Ecole Spécialisée et n'ont en aucune façon participé à la réalisation de l'examen contesté.

³ S'agissant des points critiques de la procédure de recours, le comité de recours mandate un ou un expert(e) indépendant(e) pour réaliser une expertise.

⁴ Le comité de recours prend sa décision en toute indépendance sur la base de l'expertise.

⁵ Les décisions rendues par le comité de recours sont définitives.

⁶ Le comité de recours notifie sa décision par écrit à la personne recourante.

Art. 17 Frais et avance de frais

Les frais de la procédure d'appel devant le Conseil de la Haute école spécialisée s'élèvent à CHF 2500.—.

La personne recourante doit avancer les frais après avoir formé le recours. Après réception du recours, le Conseil de la Haute Ecole Spécialisée accorde à la personne recourante un délai de 10 jours pour verser l'avance. Si celle-ci ne verse pas l'avance, le recours ne sera pas pris en considération.

En cas de rejet total du recours, la personne recourante devra assumer l'ensemble des frais. En cas de recours partiellement admis, les frais avancés par la personne recourante sont remboursés à 50%. En cas de recours entièrement admis, la totalité des frais avancés par la personne recourante est remboursée. Dans tous les cas, la personne recourante doit supporter elle-même les dépenses.

VI. Entrée en vigueur et abrogation du droit en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 01.09.2025. À cette date, toutes les versions précédentes seront supprimées.

Le présent règlement peut être modifié et mis en vigueur à tout moment par l'organe compétent.

Édicté par le Conseil de la Haute Ecole Spécialisée le 22.08.2025

VII. Informations sur les décrets

1. Métadonnées de l'arrêté

Sujet	Contenu
Responsable de l'acte législatif	Directeur(trice) Qualité et développement universitaire
Instance de décision	Conseil des hautes écoles spécialisées

2. Déroulement de l'acte législatif

Version	Décision	Entrée en vigueur	Modification
2.0	01.11.2021	01.01.2022	
3.0	21.03.2025	01.04.2025	Réorganisation de la KFH
4.0	22.08.2025	01.09.2025	Composition et élection de la commission de recours